

Jamel Benomar victime collatérale du bras de fer entre Bujumbura et l'ONU

RFI, 17-11-2016 Le Burundi demande la tête de l'intermédiaire Jamel Benomar Les autorités burundaises exigent le remplacement de Jamel Benomar, diplomate britanno-marocain chargé de faire le lien entre le Conseil de sécurité et le gouvernement de Pierre Nkurunziza. C'est la victime collatérale de plus du bras de fer qui se joue depuis des mois maintenant entre Bujumbura et l'ONU. Le divorce semble consommé.

Les Nations unies assurent lui accorder tout son soutien, mais les signaux sont au rouge pour la mission politique de l'ONU au Burundi. Après les experts des droits de l'homme déclarés persona non grata, c'est maintenant la figure la plus visible de l'organisation au Burundi, Jamel Benomar, chargé de faire de lien entre l'ONU et le gouvernement, qui subit les représailles de Bujumbura qui a officiellement demandé son remplacement. Depuis le mois de juillet, les autorités font trainer les renouvellements de visa de l'équipe de Jamel Benomar et des personnels onusiens ont été menacés. Des intimidations qui témoignent de la volonté croissante du régime de s'isoler de la communauté internationale alors que les cas de violations des droits de l'homme sont en augmentation. Selon de hauts responsables, la victoire de Donald Trump aux élections américaines aurait pu mettre un coup d'accélérateur à la radicalisation du pays. Le président Nkurunziza a été le premier chef d'Etat africain à féliciter sur Twitter le nouveau locataire de la Maison Blanche avec l'espoir que le Burundi disparaisse du radar de la communauté internationale et du Conseil de sécurité.